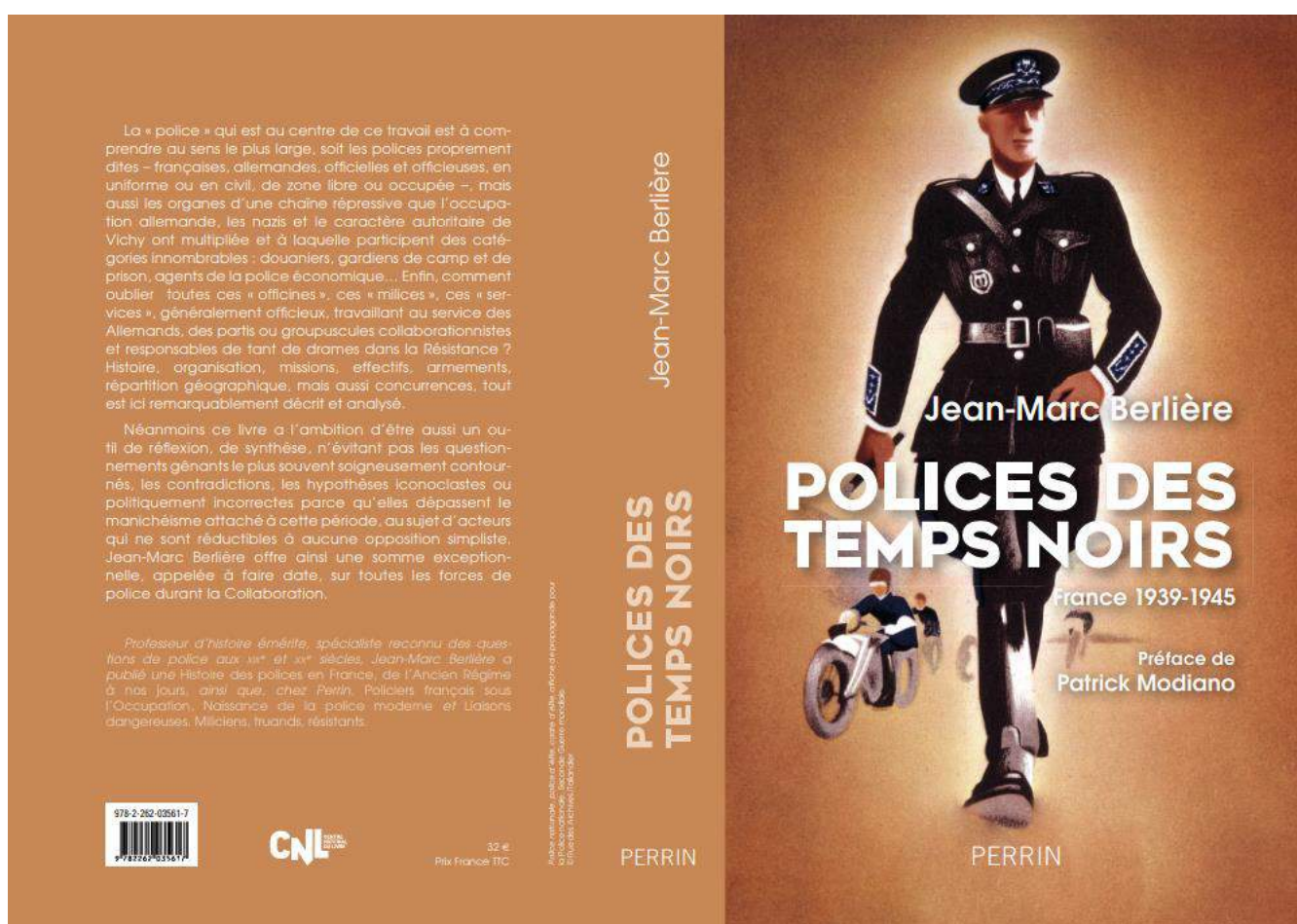


# Lettre aux amis de la police (et de la gendarmerie !)

2018 / n° 2  
(XII<sup>e</sup> année)

## ► Pub et auto-promotion



**Après 35 ans de recherches sur un objet dont le moins que l'on puisse dire est qu'il n'encomrait pas alors l'historiographie française,**  
et près de 25 ans passés dans les archives de la période de l'Occupation, il m'a semblé prudent (l'âge venant), sinon urgent, de

livrer une sorte de bilan sur un sujet et une question encombrés d'erreurs, d'approximations, de fantasmes et d'idées reçues.

Lassé (agacé ?) des confusions systématiques entre Milice française et milices, services officiels et officieux de police, Sipo-SD et « Gestapo », PJ et RG, BS et SAP, etc... j'ai tenté en près de 120 notices et 1400 pages de mettre un peu d'ordre et d'apporter un peu de rigueur et de précision dans des domaines obscurcis par des affirmations et des erreurs innombrables d'autant plus péremptoires que leurs auteurs ne semblent guère avoir approfondi recherches et réflexion et s'être essentiellement contentés d'adapter une *doxa* paxtonienne dont la moindre visite prolongée dans les archives démontre les approximations, erreurs et préjugés...

Ainsi de l'Abwehr à la **Z**one rattachée (à Bruxelles), le lecteur intéressé pourra approfondir et préciser ses idées et connaissances sur la participation des polices à la répression raciale, les « accords Bousquet-Oberg », les Polices régionales d'état, les écoles de police, les GMR, les « services » des groupes collaborationnistes, le rôle réel et méconnu du Contrôle général de la Surveillance du Territoire, la Gendarmerie, le Selbstschutz, la Police technique et scientifique, la Garde, les « brigades spéciales » des RG-PP, la Sûreté nationale, la Préfecture de police, la Hauskapelle, les SAP des brigades régionales mobiles de police de sûreté, la Préfecture de police, le Service de police des sociétés secrètes, le service des associations dissoutes, le Mouvement national antiterroriste, le Centre d'étude et d'information et les Groupes de protection du colonel Groussard, matrice de toutes les polices spécialisées et officieuses qui ont suivi, le Service de police des questions juives, la SEC qui lui a succédé, les « gestapos » (sic) de la rue de la Pompe, « géorgienne », de Neuilly, de la rue Lauriston, le groupe Palmiéri, les Groupes d'action pour la justice sociale du PPF, les « services » du RNP, du PNFC, du PNSF, le rôle des douaniers, la Garde des communications, le prestigieux « 36 Quai des Orfèvres » et son service des Affaires juives, le service des contrôles techniques, LES brigades nord-africaines, etc... mais encore les problèmes posés par l'impossible calcul des effectifs, le recrutement, les uniformes, l'armement, les bilans d'arrestations des différents services, les policiers et gendarmes victimes directes ou collatérales de la résistance, les « rafles », les uniformes, les différentes « milices ».... Le tout au risque assumé — finalement Pétain, Laval, etc... ont été jugés et il est temps que l'Histoire se substitue à la mémoire militante et à la légende quelles que soient leurs couleurs — de contredire le prêt à penser et les idées reçues reprises *ad nauseam* sur des questions aussi sensibles que les causes de la survie de 75% de la communauté juive de France (87% des 195 000 juifs français et 63% des 135 000 juifs étrangers qui, si on suit les calculs de Serge Klarsfeld, vivaient en France) : les Français auraient-ils été plus

exemplaires, courageux, secourables... que les Belges (60% de survivants), les Norvégiens (50% de survivants) ou les Néerlandais (25% de survivants) ? Pétain, les policiers et gendarmes français, « Vichy » (qui, lequel, quand ?) ont-ils été ces auxiliaires zélés et acharnés des nazis comme l'écrivent toujours et encore nombre d'auteurs ?

Qu'en pensaient d'ailleurs les intéressés qui, de Eichmann à Hagen, ont affronté refus et passivités français ?

On méditera cette remarque d'un policier qui peut servir de transition avec notre époque et ceux qui détestent la police comme le clament black blocs et naïfs manipulés :

« Dans un pays où chacun se croit policier et entend, à l'occasion, se livrer aux plus basses besognes de police, écouter, espionner, moucharder, calomnier, ficher, dénoncer, épurer, liquider, on s'en prend bien sûr, à détester les policiers à qui on prête ses propres manières. [...] Que serait devenue la France si les policiers avaient été aussi malfaisants que ceux qui les emploient ? »

## ► Humeur...

### **Depuis 35 ans que je fréquente les archives de police et des périodes qui brillent surtout par les bassesses**

**qu'elles mettent au jour**, je croyais/ j'espérais avoir tout vu en termes de stupidité basse et méchante, mais ces deux exemples m'ont rappelé de longues discussions avec les étudiants qui pensaient que ces temps et ces attaques étaient révolus, que les lumières de l'intelligence, de l'expérience et de la connaissance renvoyaient de telles choses à la barbarie et aux fanatismes quels qu'ils soient (religieux, idéologiques, nationalistes...) Tweeter et Facebook permettent désormais d'exprimer sa haine, de dénoncer sa propre bassesse en quelques secondes à des milliers de correspondants alors qu'en 1940, il fallait au moins rédiger à la main chacune de ses lettres anonymes...

Le progrès en quelque sorte...

Rendons d'abord hommage au courageux « indépendantiste/autonomiste (?) anonyme corse qui sur un compte Facebook (désormais identifié comme celui de Ch. Pieri), a pu faire partager la noblesse de sa déclaration et l'élévation de sa pensée au sujet de l'épouse du préfet Erignac qui revenait pour la première fois sur les lieux de l'assassinat particulièrement courageux de son mari et dont l'auteur n'a jamais reconnu son acte « résistant ».

Le propos est franchement abject :

« Il faut respecter la douleur et, en ce jour, celle de Mme Erignac. Elle est le symbole de la femme française. Ces courageuses femmes françaises qui, de 1940 à 1944, réussirent à faire 400 000 petits bâtards aux valeureux soldats

du 3ème reich. 400 000 bâtards, cela peut vous sembler léger, sur 10 000 000 de femmes fécondables mais songez à toutes celles qui n'eurent pas la chance de tomber enceinte. Ou alors à toutes celles qui ont joué de l'aiguille à tricoter. En un mot comme en dix, il y eut en ces temps-là pas moins de 4 000 000 de bonnes petites salope françaises. Ach so... »

Dans cette course vers l'abject, quelques semaines plus tard, un militant de la France insoumise (candidat aux législatives de juin 2017) Stéphane Poussier\* se distinguait par la hauteur morale de sa réflexion dans une salve de tweets concernant le sacrifice du colonel Beltrame pour sauver d'autres vies dans une prise d'otages par un terroriste islamiste :

"À chaque fois qu'un gendarme se fait buter (...) je pense à mon ami Rémi Fraisse" (jeune militant écologiste tué en 2014 à Sivens par une grenade tirée par un gendarme). "Là c'est un colonel, quel pied! Accessoirement, encore un électeur de Macron en moins".

(\* il a été condamné à un an de prison — avec sursis — pour apologie du terrorisme : <https://www.lejdd.fr/societe/trebes-lex-candidat-france-insoumise-condamne-pour-apologie-du-terrorisme-3610877>)

Après tant de noblesse et de bravoure, on pourra se laver la tête et les oreilles en écoutant l'hommage de Robert Badinter à ce même colonel :

« Merci, mon colonel » : l'hommage de Robert Badinter au « sacrifice » d ...

**« C'est pas moi, c'est ma sœur... »**

Je suis frappé (suis-je seul dans ce cas ?) par la lâcheté de militants (?) dont la violence et la radicalité des discours contrastent singulièrement avec leur comportement quand ils sont (parfois) arrêtés et jugés. Leur attitude est alors étonnante : ils nient toute action, responsabilité, participation à un acte dont ils vantent pourtant (sous divers pseudos) la légitimité à longueur de blogs et déclarations sur l'internet. Ils ne sont pour rien et n'assument pas leurs actions (incendie d'une voiture de police, occupation (sic) et dégradation d'un bâtiment public, d'un local universitaire, d'une école...). Quand un résistant était arrêté en 1942-43, il assumait ses actes et « payait cash » son engagement...

Aujourd'hui, ce sont les parents des révolutionnaires de pacotille qui manifestent aux cris et slogans des black blocks (« Tout le monde déteste la police ! ») parce que leurs chérubins ont été en garde à vue et ont été traumatisés...

Souhaitons-leur de ne jamais avoir affaire aux Guy Georges et autres Lelandais de demain... Ils seraient les premiers à clamer : « que fait la police ! » et à porter plainte...

Formidable époque que la nôtre.

## ► Archives

### À quand un pilote dans l'avion ?

Ce n'est ni un scoop, ni un secret, mais tous les ministres de la Culture ont largement ignoré les Archives pourtant inscrites dans leurs responsabilités. L'éditrice devenue ministre de la Culture n'échappe pas à la règle ...



201806\_cdp\_directe  
ursiaf\_vdef.pdf

### Un travers méconnu de l'actuel président des USA :

<http://www.lefigaro.fr/international/2018/06/11/01003-20180611ARTFIG00153-la-manie-de-donald-trump-de-tout-dechirer-complique-la-vie-de-la-maison-blanche.php>

### Ready Archives Patron One: Virtual Reality and Archives :

<http://www.thingsimfondsof.com/virtual-reality-and-archives/>

### En Allemagne, la quête des disparus de la guerre s'achève :

[https://www.challenges.fr/societe/en-allemande-la-quete-des-disparus-de-la-guerre-s-acheve\\_584667](https://www.challenges.fr/societe/en-allemande-la-quete-des-disparus-de-la-guerre-s-acheve_584667)

### Algérie: le CICR remet 30000 archives de la guerre d'indépendance

<http://www.rfi.fr/afrique/20180427-algerie-le-cicr-remet-30000-archives-guerre-independance>

### Traduisez des archives de Révolution française :

La bibliothèque Newberry de Chicago possède plus de 30.000 pamphlets et 23.000 numéros des quelque 180 périodiques en circulation entre 1780 et 1810. Une partie de cette collection « parmi les plus complètes au monde » a d'ores et déjà été numérisée, classée et mise à disposition du public. Cette numérisation n'est qu'une première étape de mise à disposition de ces ressources. La bibliothèque se lance maintenant dans un projet participatif de traduction des documents rédigés parfois en français, parfois en latin ou autres, pour les mettre à disposition du public anglophone. Cette initiative a pour but « d'en élargir l'accès, d'aider à l'enseignement en salle de classe et de soutenir les bourses d'études ».

<https://www.actualitte.com/article/patrimoine-education/participez-a-la-traduction-des-archives-de-la-revolution-francaise/89441>

### Quatorze dossiers d'archives concernant la disparition, le 27 janvier 1968, du sous-marin Minerve et

de ses cinquante-deux hommes d'équipage en Méditerranée sont désormais accessibles au public. Conservés au Service historique de la Défense, au château de Vincennes (Val-de-Marne), ces documents ont été déclassifiés à la demande d'Hervé Fauve, fils du lieutenant de vaisseau André Fauve qui commandait le sous-marin au moment de sa perte.

<https://www.ouest-france.fr/culture/histoire/disparition-du-sous-marin-minerve-les-archives-enfin-declassifiees-5832079>

Les archives enjeu diplomatique et politique (suite)

### **La République, le prince et les archives**

#### **sur le voyage d'E. Macron en Nouvelle-Calédonie**

Le président de la République, lors de son déplacement en Nouvelle-Calédonie (du 3 au 5 mai 2018), a emporté avec lui les actes originaux de prise de possession de la Nouvelle-Calédonie et de l'île des Pins, signés en septembre 1853.

Même s'il s'agit (du moins officiellement) d'un simple prêt pour une durée d'un an (mais les médias parlent d'une « remise »), on ne peut que s'interroger sur ce geste, qui s'est imposé comme le fait du prince sans que la décision soit discutée ni même explicitée à qui que ce soit.

**En effet, considérer comme semble le faire le président, que la destination d'un document d'archives publiques relève de sa seule volonté est un mélange des genres qui n'est plus en cour depuis qu'une certaine Révolution a bien distingué le bien de la Nation de celui de son représentant.**

Quelle que soit la motivation de ce geste et le véritable sens du message qu'entend donner Emmanuel Macron (sur lesquels on peut largement s'interroger), **nous ne pouvons que dénoncer le fait qu'un chef d'État instrumentalise ainsi des documents uniques qui ne lui appartiennent pas**, qu'il soustrait aux ensembles dont ils sont issus, alors même qu'un document ne prend tout son sens que dans son contexte. Ainsi, il participe au démantèlement des sources de l'histoire, et par là, à la composition de son récit.

La CFDT-CULTURE, section Archives

Paris, le 5 mai 2018

[CFDT-CULTURE : la République, le prince et les archives. 5 mai 2018](#)

## **Archives essentielles (suite, Cf. les Lettres précédentes)**

### **Des archives pour demain ?**

**La consultation <https://siaf.hypotheses.org/835> a suscité bien des critiques et les propositions qui en sont issues bien des inquiétudes et des déceptions.**

Exemples : la CGT Archives [<mailto:cgt.archives@culture.gouv.fr>]

**Envoyé** : jeudi 26 avril 2018 16:53

**Objet** : CAP 2022 - ARCHIVES POUR DEMAIN - CONSULTATION OU PROPAGANDE ?

CGT-Archives

CAP 2022 - ARCHIVES POUR DEMAIN

#### **CONSULTATION OU PROPAGANDE ?**

D'un côté, une Direction qui interdit à quiconque de communiquer à l'extérieur sur le processus en cours d'évaluation-élimination des archives, qui interdit de parler de la destruction des archives (du dépôt légal ou des formulaires individuels d'IVG) au risque de s'exposer à des sanctions. Il en irait, paraît-il, de la violation du « devoir de réserve » (fadaïses !). De l'autre, la même Direction pour qui le « devoir de réserve » s'évapore aussitôt que les louanges et les bienfaits des politiques voulues par la ministre de la Culture peuvent être chantés.

Ainsi, par note écrite (voir infra), la Direction invite lourdement les agents à participer, soutenir et relayer « activement » (et en leur nom propre !) la « consultation sur la collecte et l'évaluation des archives » voulue par Madame Françoise Nyssen et lancée le 16 avril dernier. Et la Direction de souligner l'importance que les agents du réseau archives y participent, s'y expriment, s'y impliquent personnellement car : « nous sommes tous concernés ». La conclusion est lyrique, chacun peut



devenir « ambassadeur de la consultation » ! Tous ensemble, derrière la première de ses ambassadrices : la Directrice des Archives nationales, Madame Françoise Banat-Berger ! Une semaine après son lancement, la « consultation Nyssen » est-elle un succès, les premières tendances de participation sont-elles bonnes ? Ou bien faut-il voir dans l'appel de la Direction une tentative de redresser de mauvais chiffres de fréquentation ? En tous cas, le double langage est grossier...

La « consultation » ministérielle revêt pour sa part une double nature :

- elle sert de diversion et fait l'impasse sur la catastrophe patrimoniale en cours, tout autant que sur la faillite du dialogue professionnel, archivistique et scientifique (théorique et pratique) ;
- elle est une légitimation à priori de CAP 2022 (« archives essentielles » et « évaluation »), une initiative de bon droit pour ouvrir un « débat large ». En réalité de débat, c'est de la « concertation » : rencontrer, écouter, ne rien dire, anesthésier, gagner du temps, diviser, pour finalement mettre en œuvre ce qui avait été décidé préalablement.

Car ne perdons pas de vue que cette « consultation » s'ouvre précisément au moment où le réseau des services publics d'archives est menacé de mort : où les équipements du réseau sont saturés, où le sous-effectif est chronique, où le niveau de sous-investissement est mortifère, où les privatisations touchent le cœur des missions...

Ainsi, CAP 2022 agit comme un carcan qui renvoie inéluctablement la « consultation Nyssen » au rang de gadget propagandiste.

Sans préjuger de rien, nous considérons néanmoins que le dialogue entre archivistes et usagers est une tâche essentielle au sauvetage de l'institution, tâche qui mérite bien mieux que cette tentative de récupération.

Paris, le 25 avril 2018

## **Le bilan ?**

Pour dresser un premier bilan de la seconde phase de la concertation lancée par le Service interministériel des Archives de France autour de la collecte des archives contemporaines qui met en avant un certain nombre de propositions. ([ici](#) = le bilan de la première phase) je n'ai malheureusement pas eu le temps de me pencher longuement sur le texte, mais, après échanges avec des archivistes et des collègues historiens, il me semble

1/ que certaines propositions aboutiraient à une restriction de la collecte :

- L'idée d'une collecte régie par deux logiques complémentaires s'affirme : d'une part les documents que seraient réglementairement tenus de collecter les services publics d'archives, d'autre part ceux qu'ils choisiraient librement de collecter, dans le cadre d'une politique qui leur serait propre" : l'idée d'archives essentielles n'est donc pas abandonnée, elle reste au cœur du projet. Cette proposition aboutira semble-t-il à une diminution de la collecte obligatoire. La concertation — comme les concertations antérieures — ne permet pas de préciser quel serait le périmètre de cette collecte réglementaire.
- "Associer les élus aux processus d'acquisition ou d'élimination" : cette proposition fait écho à une question parlementaire qui avait dénoncé il y a quelques années la charge que les archives d'État faisaient peser sur les conseils départementaux. L'arrivée des élus dans des débats scientifiques sur la conservation des archives risque d'aboutir à soumettre la collecte aux aléas des négociations politiques entre l'État et les collectivités sur la dotation globale de fonctionnement.

2/ Dans les autres idées, on trouve des choses déjà connues, mais qui ont du mal à se concrétiser faute de temps ou de moyens (comme l'analyse par fonctions, la contractualisation avec les services producteurs, plate-forme des circulaires de nouvelle génération, le renforcement de l'obligation des services producteurs à se doter d'une cellule

d'archivage). D'ailleurs, une grande partie des pistes évoquées l'avaient déjà été et n'ont jamais, à ma connaissance, été réalisées faute de temps et de moyens.

3/ Les propositions de transparence renforcée par la publication des rapports annuels (Cf. [les données déjà publiées par le SIAF à ce sujet](#)) et des registres paraissent porteuses d'une amélioration de la communication avec les usagers ???



## ► Ce qui aurait pu vous échapper sur le net :

■ Le blog de Michel Porret consacré au bicentenaire de la naissance de Karl Marx

**“Cash Marx”**

<https://blogs.letemps.ch/michel-porret/2018/05/07/cash-marx/>

■ **Forensic / ADN**

<https://www.forbes.com/sites/kristinakillgrove/2018/06/08/skeletons-from-wwii-mass-grave-in-italy-identified-through-forensic-dna-testing/#4a92084f6a1a>

■

<https://www.ledevoir.com/societe/science/527112/congres-de-l-acfas-les-filles-du-roi-et-leurs-millions-de-descendants>

## ► PTS

■ **L'ADN et les banques de données généalogiques qui connaissent un développement exponentiel et une baisse conséquente des prix des tests viennent de permettre aux USA d'identifier, des décennies plus tard, Joseph De Angelo l'auteur présumé de dizaines de viols et de 12 assassinats commis depuis 1975...**

Ce qui pose un certain nombre de questions et pas seulement techniques... Ces textes (longs mais fort intéressants) et ces liens vous permettront d'y voir plus clair...

[The Golden State Killer and DNA](#)

// [DNAeXplained – Genetic Genealogy](#)

Joseph DeAngelo, 2018 mugshot, alleged Golden State Killer

Unless you've been living under a rock for the past few days, you already know that the Golden State Killer has, it appears, been apprehended by:

1. Sequencing DNA from the original crime scene
2. Uploading those results to a genealogy data base to utilize techniques currently used for unknown parent searches to suggest or identify the killer
3. Then, to confirm that they had identified the right person, discarded DNA from the suspect was sequenced which apparently matched the original DNA from the crime scene

I say “it appears” because remember, until he's convicted, Joseph DeAngelo is still a suspect. I have received more messages, texts and e-mails about this one topic than any other, ever. My phone has been buzzing like an angry bee with too much caffeine for days.

Unfortunately, in many news articles, the topic suffers from dramatic over-simplification at best and significant errors at worst. This combined with lots of fear stirs a toxic brew.

In almost all cases, the author writing the article clearly didn't understand the subject matter at hand. Many leaders in the genetic genealogy community have been asked for comment. Having had more than one situation in which I was misquoted or my quote was taken out of context, I am discussing the issue in this article, where my comments aren't boiled down to a one sentence sound bite. I don't want anyone making a knee-jerk reaction with partial

information. This topic deserves, and must receive much more discussion in a calm, informed manner.

There is a great deal of concern, curiosity, misinformation and incorrect assumptions in the genetic genealogy community as well as the media, along with emotions running at high tide. I think it's important to do three things:

1. Discuss what actually happened.
2. Discuss how genealogy versus both unknown parent and forensic searching differs from genealogy searching.
3. Discuss associated concerns.

### **The Case**

The [Golden State Killer](#) has been accused of at least 12 murders, more than 50 rapes and many burglaries primarily from June 1975 through May 1986. DNA evidence was collected, but DNA testing at that time had not progressed to the point where the culprit was able to be identified by utilizing his DNA.

A lot has changed, both in terms of DNA technology and other resources available since that time.

Last week, on April 25<sup>th</sup>, Joseph DeAngelo, now in his 70s, was arrested after DNA matching implicated him as the Golden State Killer. The news is ripe with stories, but this [NPR article](#) is a good summary as are the references at that bottom of the wiki article linked above.

### **Initial Concerns**

Initially, two questions were being asked.

- Which genetic genealogy company “cooperated” with law enforcement?
- Did law enforcement have a search warrant?

As it turns out, the answer is that no testing companies “cooperated” and that no search warrant was needed.

The next question was, “How safe is my DNA?”

Let's talk about what happened, how it was done and how it affects each of us.

### **Disclosure**

I was not involved with this or any similar case in any capacity, although I have been working the past few days to ferret out what actually happened, including discussing this privately and in public forums.

However, I am familiar with the techniques used as a result of my involvement with archaeological digs and ancient DNA, and I'd like to discuss what actually happened, as best we can unravel to date.

### **DNA Collection**

At the time of the rapes and murders committed by the Golden State Killer, one police officer froze extra samples of the evidence, just in case, for the future. That future has arrived.

In the past few years, whole genome sequencing of ancient DNA and degraded samples has become possible. Probably the most notable are the [Neanderthal and Denisovan genome reconstructions](#), beginning in 2010, but sequencing of forensic samples has become commonplace in the past few years.

From those ancient sequences, as long ago as September 2014, whole genome sequences were being reduced to just the DNA locations supported by GedMatch and the resulting compatible files uploaded there for comparison to other testers. This was possible because the raw data files are made available to testers by testing companies, so testers can modify the files in any way they see fit without the cooperation or involvement of any lab or company.

More ancient samples were added to GedMatch in the following months, and the ancient DNA comparison feature continues to be quite popular. No one ever thought much about it, but there is absolutely no reason that same technique couldn't be used for other samples, and indeed, now it has.

Just 13 days before the arrest of DeAngelo, another homicide was solved by DNA sequencing. A murder victim, known as [Buckskin Girl](#), found in 1981 was identified as Marcia Lenore King.

According to the [non-profit Doe project](#), whole genome sequencing was performed, the file reduced to a format needed for GedMatch, and the file uploaded.

Again, there was no public outcry – possibly because a victim had been identified and not a criminal suspect, and because the event was not as widely publicized. However, it's also possible that if the Buckskin Girl's murderer left DNA evidence on the body, that sequencing could have identified both the victim and the murderer.

The identification of Buckskin Girl, however, did spur non-public debate within the leadership of the genetic genealogy field. Little did we know that the next case would follow dramatically in just two weeks.

### **GedMatch Matching**

GedMatch is an open data base created in 2011 by two individuals in order to facilitate open sharing of autosomal matching between people, even if they tested at different companies. Of the DNA testing companies, at that time, only 23andMe and Family Tree DNA provided centiMorgan information, recently joined by MyHeritage. Ancestry does not provide this information to their clients, so if an Ancestry client wants to see how they match other individuals in terms of actual chromosome locations and centiMorgans, they must transfer to either Family Tree DNA, GedMatch or now, MyHeritage.

Because GedMatch, with few exceptions during periods of change, matches customers from every vendor against customers from every other vendor, at least partially, they have become the clearing house for many people, especially Ancestry customers who don't have the chromosome comparison option natively at Ancestry.

I want to be VERY clear about what you can and cannot see and do at GedMatch.

You can see your matches by the name they have entered, which can be an alias, along with their e-mail and how you match them. You CANNOT see the information of anyone you don't match, unless you utilize another person's kit number to see who they match. This has always been how GedMatch functions.

GedMatch users do NOT have access to your actual DNA file – ever. They can see who they match, and if they have your kit number, they can see who you match as well. Here's an example of my own match screen.

Note – typically when showing GedMatch screen shots, I would blur the kit numbers and names in keeping with good privacy practices. However, since the point is to show you what one can actually see, I haven't, because the top two matches are my own kits from Ancestry and 23andMe, and the third kit is that of my deceased mother whose kit I now manage. I also want to demonstrate that truly, there is nothing frightening or threatening about the information your matches see about you.

### **Best Matches**

From a genealogist's perspective, your "best matches" are to known close relatives, because when you match that relative and another person, especially on the same DNA segment, it's a good indication that you share a common ancestor further back in time.

Genealogists build "clusters" of those types of matches in order to prove a relationship to a common ancestor. This is the heart and soul of DNA matching for genealogy.

For example, someone who matches you and your first cousin, both, on the same rather large segment assuredly shares a common ancestor with you and your cousin someplace in the past. The genealogical goal, of course, is to identify that long-deceased ancestor.

For example, if you match a first cousin, you know that your most recent common ancestor is one of your two sets of grandparents. Most genealogy matches are further back in time than

either first or second cousins, making the identification of the common ancestor more challenging. Discovering that common ancestor is the goal of the game – because these matches to people with the same ancestor in their tree (generally) confirm that your ancestor is accurately identified. Some matches solve long-time family mysteries and break down brick walls.

However, not all brick walls are in the past.

### **Adoptee and Parental Search Matching**

A few years ago, genealogists attempting to find unknown parents for adoptees and people with unknown fathers noticed that there were matching patterns to be followed successfully. With millions of people having tested today, it's much easier than it was a few years ago to find that key match (or matches) that reveals or confirms the identity of either an ancestor or an unknown parent.

While both genealogists and unknown parent searches look for close matches, the techniques diverge at that point.

Genealogists use a first or second cousin match to move backwards in time, looking for common distant ancestors.

In unknown parent searches, the same genealogical technique is used, EXCEPT, the person doing the searching could care less about older ancestors, such as great-grandparents. They are looking for their immediate ancestors – their parents.

Therefore, when an adoptee finds that critical first cousin match, they aren't interested in figuring out a common ancestor for genealogy, meaning going backward in time. They covet that first cousin match for the purpose of coming forward in time, meaning towards the present in order to identify parents.

If you match to someone as a first cousin, you share a common set of grandparents. You can't tell, without additional information, which set of grandparents, but given that you do match as a first cousin, there are only two positions the match can have in your family – either the pink or blue person above. This means that either your father or mother was a sibling to your first cousin's parent.

You either share your father's parents with your first cousin, or your mother's parents, but you don't know which – at least not yet.

With that much information, it's fairly easy to uncover the rest. After all, you only have two sets of grandparents and anyone who is your first cousin will point to one of those two sets of grandparents.

You need to figure out who else matches you AND your first cousin, and then look at the genealogy of everyone who matches in that group until you discover the name of common family members/ancestors that you recognize, meaning an ancestor on either your maternal or paternal side to confirm that your first cousin matches you on that line.

Of course, for people who know their parents, figuring out first cousins is easy and takes about 2 seconds – but not so much for adoptees. Adoptees look to see how people who match them also match each other. For example, does the same couple or ancestor appear in the trees of multiple matches? In the example below, if the tester matches all three blue people as first cousins, the name of the blue cousins' grandparents would be the same, suggesting that the tester's grandparents were that same couple.

Next, it's necessary to figure out which people who descend from the common set of grandparents might be candidates to be the parent the tester is seeking. In the example below, we've expanded the side of the three blue first cousin matches, adding their parents' siblings as parent candidates for our tester. Factors such as age and location at the time of conception are taken into consideration when focusing on parent candidates.

If the tester doesn't know who their parents are, they would be VERY interested in determining ALL of the children of the grandparents of their first cousin. Because one of the children of their first cousin's grandparents IS THEIR PARENT.

In our example above, let's just look at one of the grandparent pairs of the blue first cousins. The first cousins know who their grandparents are. The tester does not. In this case either the father or mother of the tester is the child of the first cousin's grandfather and grandmother. Meaning that the red mother is the female child of the grandparents, or the green father is the male child of the grandparents.

We know that the grey parents of the first cousin matches can be eliminated as the tester's parent. If the first cousin's parent was also the parent of the tester, then the first cousin wouldn't be a first cousin, but would be a full or half sibling.

However, the matching first cousins' parents have three siblings who have not DNA tested, nor have their children, shown in pink and green. One of those three siblings IS either the father or mother of the tester. Of course, if the grandparents didn't have any female children, then the tester's father is one of the green male children of the grandparents, and vice versa.

In the example shown below, the tester's mother IS the female child of the grandfather/grandmother pair and has been moved into place. This would be determined either by direct testing of the pink or green people, or their descendants, or by process of elimination through DNA tests of the other siblings or utilizing other pieces of information such as age and proximity.

Some adoptees are lucky enough to test and discover that a parent has tested and is waiting for them. Sometimes an unsuspected half sibling appears. Sometimes, there is no close match and the adoptee has to do more research work, including tracking people through social media and other means to find candidate family members to DNA test or to see if they know who might have been the much-sought-after parent.

### **Search Techniques**

This type of research work has been taking place for years, individually, through groups like DNAadoption and DNADetectives who utilize volunteer search angels, as well as by several researchers who make a living doing this type of personal search. My focus is not on adoption search cases.

No one has seemed to consider this unethical, even though some of this work, especially when a parent isn't immediately evident, involves utilizing the DNA of the tester's matches and their matches' relatives, connecting the family dots through social media, specifically Facebook pages, to discover the identify of someone who may not welcome that discovery. However, like GedMatch, Facebook, while not intended for this purpose is public and is heavily utilized by adoption searchers.

Some adoption search cases end very well – with heartfelt beautiful reunions welcomed by all parties. Others not so much, potentially upending the life of the biological parent that was established after the adoption took place which leads to a rejection that devastates the adoptee. Much of the damage can be done by the search process itself, meaning that the biological parent is “outed” by the process of people working through relatives who have tested and match in various ways. Of course, they ask questions to identify the biological parent – meaning that by the time the parent is identified they have no say about their own privacy. Once DNA is uploaded to a data base, the search techniques for biological parent searches and to identify Buckskin Girl and DeAngelo, are exactly the same.

These searches all utilize matches to others, and the matches' trees, to move forward in time to current to search for contemporary people, not ancestors further back in time.

### **Back to the Golden State Killer**

Ok, back to the Golden State Killer.

We have the killer's DNA sequence from the original crime scene and the file reduced to the number of DNA locations utilized by GedMatch.

Someone, presumably one of the investigators working on the case, uploaded that file to GedMatch, which appears to be entirely permissible because the police have legal custody of that DNA sample.

Let's say the investigator, just like a genealogist, found a first cousin match, or even more distant (read difficult) matches further back – and they did exactly what people searching for unknown parents do. The investigator eventually worked through all of the possibilities based on common matches – then looked at age, location, opportunity and factors that might exclude some candidates. In this case, because it's a rape case with the criminal obviously a male, females would be excluded, for example.

Evidence from DNA matches to the biological sample of the Golden State Killer caused the police to focus on DeAngelo.

After DeAngelo was identified through matches as a suspect, the police obtained his discarded DNA. Discarded DNA could be anything from a coffee cup thrown away to a cigarette butt or something from the trash.

That discarded DNA was sequenced, and a few days before his arrest, uploaded to GedMatch as well. The discarded DNA apparently matched the earlier sample from the killer as "himself" and the other people that the killer matched in the same way – establishing the fact that the Golden State Killer and DeAngelo were one and the same person.

You can see that I match my own 23andme and Ancestry kits as my closest matches in the GedMatch example I showed.

In essence, what the DNA of "the killer" obtained from the crime scene did was to generate leads through matching that allowed the police to identify DeAngelo and obtain a sample of his discarded DNA in order to verify that DeAngelo was the same person as the killer. Of course, he's still a suspect today, not yet convicted.

### **Cooperation or Search Warrant**

The police, in this case, didn't need to ask for anyone's cooperation. They already had the sample from the killer, they did what hundreds of thousands of others have done and simply uploaded the file to GedMatch.

The investigators didn't need a search warrant because they weren't asking for anything from GedMatch not already freely given, meaning matches to anyone who has already uploaded their information.

The investigators only used that matching information to generate tips for further investigation. They repeated the entire process with the discarded DNA sample to verify the earlier results obtained with DNA from the crime scene.

It bears noting here that if DeAngelo's DNA had NOT matched that of the killer and the other people in the same way the killer's DNA had matched them, then the discarded DNA would have eliminated DeAngelo as a suspect.

So, no genealogy testing company had to cooperate with anyone, nor was a search warrant necessary.

### **What's the Rub?**

We now have a monster about to be brought to justice. Two weeks earlier, Buckskin Girl, a murder victim, was identified and the family will finally have closure, 37 years later. Both of these are unquestionably wonderful outcomes.

So why are some people upset?

In some cases, people are simply confused about the process involved, and they will be relieved when they understand what actually happened – that their DNA was not "handed over" to anyone.

Some people have broader reaching concerns about privacy.

It appears that the word “police” combined with the word “criminal” caused a great deal of fear and trepidation, especially since a suspect was identified this time, not a victim and not someone’s biological parents.

Some people don’t want their DNA utilized to identify a family member, no matter what that person has done. And yes, that’s very nearly an exact quote from an e-mail I received.

Others are simply uncomfortable with their DNA being used in any kind of a potential criminal setting – even to identify a victim like Buckskin Girl.

One person says that it just makes her feel “creepy.” Oddly enough, that’s how I feel about Facebook now.

If you think it’s fine for adoptees to identify parents using these techniques, but you don’t think it’s alright for victims or criminals to be identified, I’d like to ask you to consider the following scenario.

A underage female is raped and becomes pregnant. She reports the rape to police at the time. She opts to have the child instead of having an abortion, and the child is placed for adoption. The rapist is never caught, and the young woman goes on to establish a new life and marry, not telling her husband or children born to the marriage about the rape, or the child placed for adoption. The expectation of the mother at that time was certainly that “no one would ever know,” whether those words were ever in an adoption contract or not. The fact that adoptions were (and still remain in many places) closed speaks to the expectations set for the mother. Years pass, and today the adopted child, now an adult, tests. Both of the adoptee’s biological parents are identified through matches to relatives of the adoptee’s parents who have tested, such as first cousins in our earlier example. The adoptees parents themselves did not test.

Results were:

- The life of the mother, a victim who did nothing wrong or illegal, and who chose to give the child life, is upended through the process of being identified.
- The father who is a rapist, a criminal, is also identified.
- The adoptee is subsequently very unhappy with both results for different reasons, but cannot press “undo.”

I’m NOT inferring that these data bases shouldn’t be used for identifying parents. I AM saying that we need to consider that the techniques for identifying parents, victims and criminals are the same. The outcomes are not always positive in parent searches AND these areas are or can be incredibly intertwined. Unraveling or prohibiting one effectively prohibits others. How do we treat everyone fairly and how are those rules, whatever they might be, enforced, and by whom?

In other words, how do we “do no harm”? After all, this started out to be genealogy, a fun hobby, and has now progressed gradually through a slow crawl to something else. Here we sit today.

### **Consent**

In the example rape case above, neither the biological mother nor the father had tested, but their family members had – just like in the Buckskin Girl and the Golden State Killer cases. Today, relative to the Golden State Killer, people are upset because the database, GedMatch, into which they uploaded their DNA file for genealogy was used for other purposes – specifically to apprehend the Golden State Killer. They feel that isn’t the purpose for which they uploaded their DNA.

Any one of us could have been one of the matches to the Golden State Killer and some people obviously were. It bears repeating here that no one’s DNA or results were “handed over,” and the only people affected in any way was someone that matched DeAngelo, and probably then only the closest matches. Many time people’s trees are utilized and their cousins never contact them, so it’s certainly possible that people who match DeAngelo have no idea still to this day.



The usage evolution for GedMatch from genealogy to other functions has been a slippery slope, although clearly no one realized at the time, when several years ago uploads began with modified ancient sample kits. Later, people began to use the GedMatch database (among others) to identify biological parents, then victims and now criminals.

Other people feel that searching for parents is genealogy, but identifying criminals is not – even though the search techniques are exactly the same. In our rape example, the mother who was a victim was identified and the criminal rapist father was identified as well by the same DNA test. The tester's intent was only to reveal their biological parents – hoping for a loving, tear-filled reunion. That's now what happened. The process of finding their parents also revealed the associated circumstances.

You can't separate these usages into separate "boxes" anymore, because they overlap in unexpected ways. That rape case wasn't hypothetical.

I have absolutely no sympathy for the rapist, in fact, quite the opposite – but I feel incredibly bad for the young mother who has now been twice victimized. First by the rapist and second by the process used to track her, through relatives who began asking lots of difficult questions.

Last fall, in a Facebook group I follow, I was utterly horrified to see someone post that in the adoption cases she works, she encourages the adoptee, when they feel they are "close" to identifying a parent, to send registered letters to all of the family members, asking them to test, hoping that those who aren't the parent quickly test to absolve themselves and as a way to flush the parent out.

### **It's Not Just Your DNA**

In either case, the DNA of the RELATIVES of the person being sought, be it a parent, a victim or a criminal, is what is used to find or identify the desired person. People who have uploaded to GedMatch are now concerned that they might be that relative whose DNA is used in a way they did not originally anticipate. They are right, and not just about this particular criminal case – but about the many types of usages other than strictly genealogical that look backwards in time.

Perhaps the people who uploaded never thought about the fact that their DNA is/was being used for adoption or missing parent searches – or perhaps they are supportive of that activity. Maybe they thought that identifying victims, such as Buckskin Girl was a great use of the database by investigators. Maybe they never thought about the fact that searching for criminals who leave DNA specimens behind uses exactly the same research and matching techniques as adoptees' parent searches. Perhaps no one stopped to think that the same search can identify both parents, a victim and a criminal at the same time.

Maybe they were naïve and never thought about it at all or didn't read the GedMatch statement that said (and says):

In today's world, there are real dangers of identity theft, credit fraud, etc. We try to strike a balance between these conflicting realities and the need to share information with other users. In the end, if you require absolute privacy and security, we must ask that you do not upload your data to GEDmatch. If you already have it here, please delete it.

I can't tell you how many of the posts and e-mails I've seen about this topic include the word "assume," and we all know about assume, right?

Maybe, like me, some people have thought about that potential situation and want criminals, regardless of whether they are relatives or not off the streets. If they are relatives, so much the better, keeping my own family safer.

Some people may have been uploading their relatives' DNA samples to GedMatch or any other site other than where the relative originally tested without the relative's permission. If that's the case, the person either needs to obtain permission, pronto, or delete the person's DNA they uploaded without permission.

## **GedMatch's Statement**

GedMatch has posted the following statement.

### **Testing in the Future**

Another concern voiced this week is that people, especially relatives that we want to test, will be much more reticent to test in the future if they think the police can “take” or “access” their DNA. That’s probably true, so we need to be prepared to explain what actually happened, and how, to eliminate misconceptions

However, it is true that DNA in these databases has been and is being used for things other than genealogy. This is also the purpose of informed consent – with an emphasis on informed. Bottom line – the cat’s out of the bag now. Perhaps these incidents together, meaning parent searches, the identification of Buckskin Girl and the arrest of the Golden State Killer, will bring home the warning that was previously noted on GedMatch. If you’re not comfortable – don’t upload. This also means that people **MUST STOP** simply telling other people to upload to GedMatch as a cure-all for everything that ails genealogists. If you are making the recommendation, you also bear the responsibility for full disclosure or at least a caveat statement.

“GedMatch is great for genealogy matching to each other across vendor platform <or words of your choosing>. It’s also used for adoptees searching for their parents, was used to identify Buckskin Girl and played an important role in the apprehension of the Golden State Killer.”

As a result, GedMatch now provides a way to remove your entire account, if you so wish. GedMatch needed to do that for GDPR anyway. As long as we are on the topic, GDPR, which goes into effect on May 25th tightens privacy significantly for any vendor or company that includes records of any UK/EU resident. You can read about that in my articles [here](#) and [here](#).

Every (major) testing company, along with GedMatch provides the option of removing your DNA results if you are so inclined.

As for people being hesitant to test, certainly some already were and some will be. But there will also be others that only first heard about genetic genealogy this past week and this notoriety won’t deter them one bit. Some people will actively choose to participate, knowing that they can later change their mind if they so choose. I notice the GedMatch site has been busier than ever.

In summary, the police did not “take” or even ask for anyone’s DNA. They simply uploaded the DNA results of a criminal, taken from the crime scene, and looked at the matches generated in order to make an ID, at which time they obtained the DNA of the suspect which matched the DNA from the crime scene.

Just like genetic genealogy, DNA without supporting evidence won’t be much good, but now they have someone identified to work with, collecting other evidence. Where was he? Does the DNA at multiple scenes match his? I would think in terms of a prosecution that these matches and arrest is only the beginning, not the end of the process.

Given that none of the major genealogy companies cooperate with law enforcement without a search warrant, it’s a **WHOLE LOT** easier to obtain your discarded DNA than to obtain a search warrant. Furthermore, there is no chain of custody with DNA from a genealogy data base, but there certainly is from a rape and from a discarded cup. If the DNA of the criminal from the scene, and the suspect’s DNA from a discarded item match as the same person, that’s pretty conclusive and damning evidence.

Of course, fear begets fear and the old questions of government access and other issues bubble up again.

Another question I’ve received is about whether the usage of GedMatch for the Golden State Killer case opens the door for DNA to be obtained by insurance companies. First, you’d have

to test and upload something. There is nothing to “get” if you don’t – and the insurance company would need a search warrant (and probable cause of a crime) to retrieve your DNA from any testing company.

[GINA legislation](#) protects American’s today from discrimination when obtaining health insurance, but it doesn’t extend to life and other types of insurance. However, when I applied for life insurance some years ago, they took a blood sample and if I wanted life insurance, I had to authorize whatever it was they wanted to test in that sample. I’d wager that today, they would run a DNA test in addition to checking for other health indicators. No GedMatch or testing company is needed or desired – in fact – an insurance company requires chain of custody which is why they send someone to your house to draw your blood.

### **What To Do?**

What you do with your DNA sample is entirely up to you. Everyone will make their own decision based on their own circumstances and preferences.

Some people have removed their DNA from the various databases and in essence, have stopped participating in genetic genealogy.

Some have made their kits at GedMatch either research or private. Research means that you can run the kit and see matches, but others can’t see you. That certainly defeats the spirit of collaborative genealogy.

Some people have evaluated the evidence at hand and have made the decision to continue as normal – just more aware of other uses that can, have and may occur.

This story and others similar will continue to arise and unravel, and many questions will likely be asked and hotly debated over the next many months and years, both within and outside of this community. I would not be surprised to see legislation of some type follow – which has been one of the biggest fears within the genetic genealogy community for years. Legislation by people unfamiliar with the topic at hand will likely be overreaching and extremely restrictive. Let’s hope I’m wrong.

Like many others, I’m concerned that the genetic genealogy field will become a victim of its own success. I hope that doesn’t happen, but at this point, the cow has left the barn and that door really can’t be effectively shut. All we can do is to be transparent, make informed choices, assure that we have the consent of anyone whose kit we manage and to advocate for sanity.

## **■ Mais la Police Technique et scientifique ne saurait tout résoudre : exemple l’Affaire Szeznec**

Le blog de Criminocorpus accueille un texte ayant valeur de témoignage sur une affaire criminelle célèbre. Son contenu n’engage que son auteur et sa publication ne vaut pas prise de position de l’équipe de Criminocorpus.

### **Vérité historique et vérité judiciaire dans l’affaire Seznec (Denis Langlois)**

## **■ Conférence Danielle Thiery/Claude Cances sur le 36 quai des Orfèvres...**

À voir sur you tube

[Conférence » Les Seigneurs et les Seigneurs de la Police Judiciaire ...](#)

### ■ Sur la guerre 14-18 et les combattants :

<https://la-gazette-des-ancetres.fr/1-jour-1-poilu-indexation-defi-releve/>  
<http://www.france24.com/fr/20180407-jour-poilu-indexation-premiere-guerre-mondiale-internet-morts-france>  
[http://enenvor.fr/eeo\\_actu/1j1p/1\\_an\\_II\\_du\\_defi%20\\_1\\_jour\\_1\\_poilu.html](http://enenvor.fr/eeo_actu/1j1p/1_an_II_du_defi%20_1_jour_1_poilu.html)  
[http://enenvor.fr/eeo\\_actu/1j1p/le\\_portrait\\_retrouve.html](http://enenvor.fr/eeo_actu/1j1p/le_portrait_retrouve.html)

### ■ *Réfugiés et apatrides. Administrer l'asile en France (1920-1960)*

**Sous la direction d'Aline Angoustures, Dzovinar Kévonian et Claire Mouradian**

<https://www.monde-diplomatique.fr/2018/05/YEGAVIAN/58670>

### ■ Le camp d'internement de Nexon

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/nouvelle-aquitaine/haute-vienne/nexon/sentier-memoire-nexon-camp-internement-existe-durant-2nde-guerre-mondiale-1467395.html>

### ■ Le tourisme de la mémoire :

[https://lentreprise.lexpress.fr/actualites/1/actualites/tourisme-de-memoire-la-filiere-confiante-sur-sa-perennite-economique\\_2004307.html](https://lentreprise.lexpress.fr/actualites/1/actualites/tourisme-de-memoire-la-filiere-confiante-sur-sa-perennite-economique_2004307.html)

### ■ Un podcast d'histoire :

<http://parolesdhistoire.fr>

Il s'agit d'entretiens d'une trentaine de minutes avec des historiennes et des historiens, principalement autour de livres récents, à écouter en ligne ou à télécharger, afin de susciter l'envie de lecture et la discussion. Les premiers épisodes concernent l'histoire contemporaine, d'autres périodes seront abordées prochainement.

## ► Ouvrages ...

■ **La Gendarmerie pour les nuls** (sous la dir. du général d'armée Richard Lizurey et du colonel Pascal Estève), Paris, Éditions First, 2018, 421 p.

Il paraît que les ouvrages de cette collection et leurs concurrents représentent les meilleures ventes d'une édition à la recherche d'un 2<sup>e</sup> souffle. Après la criminologie, le management, la psychologie, la Programmation Neuro Linguistique et autres objets obscurs de notre soif de connaître (et de paraître ?), les gendarmes font leur apparition dans cette collection. L'amitié de Jean-Noël Luc nous vaut une chronique de l'ouvrage par le grand connaisseur de la chose gendarmique.



« Ils ont osé ! Qui ? Les gendarmes. Quoi ? S'afficher dans la collection « Pour les nuls » ! Objectif : faire (mieux) connaître un corps « complexe et largement méconnu ». Et d'abord, son passé : « Sept siècles d'histoire ». Au départ : « La Maréchaussée, fille de Minerve et de Mars ». À l'arrivée : « La brigade numérique ». Dans l'intervalle, une centaine d'épisodes : « Dernière station législative avant... 2009 » (loi de 1798), « Les raisins de la colère » (gestion des troubles du Languedoc viticole en 1907), « les compromissions des « années noires », « Yodi, résister tu dois ! » (l'engagement du CE Guillaudot contre Vichy et l'occupant), « Le gendarme qui a mis en échec l'OAS » (le chauffeur du général de Gaulle), etc.

Étape suivante : la gendarmerie d'aujourd'hui. Un voyage à travers la constellation de formations, d'unités et de services qui permettent à l'institution d'assumer ses missions foisonnantes, en métropole, en outre-mer et en OPEX. Rencontres multiples : « Le brigadier, indispensable couteau suisse », « Les chats bottés » (escadron de sécurité routière), « Immersion en zone de combat » aux côtés des prévôts, « L'art et la manière de contrôler une foule », etc. Quelques focus détaillent « L'arme du renseignement », les moyens du gendarme enquêteur (« Rayons et images », « Criminalistique bio », « Suivez le geek », etc.), trois unités spécialisées (GIGN, pelotons de haute montagne, sections aériennes), ainsi que « Les enjeux du XXI<sup>e</sup> siècle » : « Gendarme et atome : fusion réussie », semaine du «

gendarme 4.0 », « Commander, c'est dialoguer », « Du bic aux SIC », les réserves et la Garde nationale.

Pour finir, une description des carrières et du recrutement (« Pourquoi pas vous ? »), suivie de « La partie des Dix », un classique de la collection : ici, une sélection de textes fondateurs, de traditions, de faits d'armes, de personnalités, d'images populaires et de véhicules célèbres.

En prime, les atouts d'une série devenue une référence pour la transmission ludique des savoirs : maquette conviviale, éclairages multiples, information accessible (exit les désespérants acronymes chers à la gendarmerie !) et touches d'humour, dès les intitulés des subdivisions.

Bilan ? Un bon créneau de tir entre les travaux académiques et les sempiternelles publications de prestige. Un panorama contemporain unique à l'intention du grand public et des connaisseurs, y compris les gendarmes eux-mêmes, en formation, chevronnés ou retraités. L'autoportrait d'un corps – ô combien précieux pour des chercheurs – engagé dans la réinvention de son fonctionnement et de ses modes d'action pour relever les défis de la modernité. »

Jean-Noël Luc

■ **Robert Philippe, Zauberman Renée, *Le sentiment d'insécurité et les politiques de sécurité*, [www.tnova.fr](http://www.tnova.fr), 2018**

L'insécurité anime un débat passionnel en France depuis les années 1990, dont les effets politiques sont redoutables. Les controverses sont d'autant plus intenses qu'elles opposent entre elles des représentations plutôt que des faits. Mais que disent les études chiffrées ? Que peut-on tirer des données dont on dispose sur ce phénomène multiforme et les inquiétudes qui l'entourent ?

Celles-ci font ressortir deux dimensions de l'insécurité : la peur de la délinquance, d'une part, qui relève d'une expérience vécue de l'insécurité et, d'autre part, la préoccupation sécuritaire, qui exprime une appréciation plus générale des évolutions de la société et notamment de sa lecture politique. On peut considérer que la sécurité représente une priorité absolue sans avoir été personnellement victime de la délinquance. À l'inverse, on peut vivre dans un contexte d'insécurité tout en considérant que les enjeux économiques et sociaux, comme le chômage et la pauvreté, sont prioritaires. On peut aussi, dans un troisième cas de figure, cumuler les deux tendances, c'est-à-dire vivre dans une insécurité multiforme, vécue et ressentie, pour soi et pour les autres.

La présente note montre en outre que deux variables supplémentaires, le lieu d'habitation et l'appartenance sociale, expliquent cette double attitude par rapport à la question de l'insécurité. La localisation géographique et l'appartenance sociale permettent de caractériser deux attitudes différentes : l'une venant des classes populaires traditionnelles et des petites classes moyennes, qui redoutent un recul de leur situation sociale et cherchent à se différencier des catégories plus précaires ; l'autre, des classes populaires précarisées, qui subissent discriminations et relégation, dans une situation de vulnérabilité et d'exposition.

Pour répondre à ce sentiment d'insécurité – ou plutôt, comme on l'a dit, à cette double appréhension (insécurité personnelle et préoccupation sécuritaire) – les politiques publiques n'ont souvent guère dépassé le niveau de l'affichage. Après beaucoup de déclarations, peu suivies d'effet, c'est pour l'essentiel un durcissement des textes, dont on espère un effet dissuasif. Pour le reste, on s'en remet à la gestion policière, qui n'a cependant jamais considéré comme prioritaire l'élucidation de la petite délinquance acquisitive ou expressive, qui pèse pourtant particulièrement sur la vie quotidienne. En l'absence d'une véritable police de sécurité du quotidien, le traitement policier se concentre sur la grande violence physique ou sexuelle dont la fréquence est moindre. Surtout, alors que la délinquance ordinaire (cambriolages, violences, etc.) est peu élucidée, dominant dans l'action policière et judiciaire quatre grands types de délinquance : la délinquance routière, la distribution et consommation de produits prohibés, l'immigration irrégulière, le contentieux suscité par les heurts entre jeunes et policiers... qui ont en commun d'être des délinquances sans victime directe. Depuis 2014, la lutte contre le terrorisme a aussi pris les devants, qui a laissé la part belle à l'action de police administrative au détriment de l'action du juge judiciaire, dont les garanties pour les libertés publiques sont plus fortes.

Au final, sans jamais vraiment réussir à définir une politique efficace de sécurité, on a laissé la sécurité devenir un outil de gouvernement. Au lieu de construire des choix politiques, on a laissé le débat se brouiller et s'exacerber, en comptant sur un affichage répressif, qui se durcit au fil des textes de loi. Une politique de lutte contre l'insécurité devrait a contrario partir des données disponibles. Et notamment de l'opposition entre deux expériences de l'insécurité, qui expliquent des tensions sociales transversales (discriminations, transports, logement, éducation, accès au travail...).

Texte à télécharger sur :

<http://tnova.fr/notes/le-sentiment-d-insecurite-et-les-politiques-de-securite>

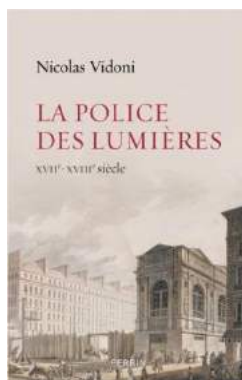
## ■ ***Mai 1968, les mémoires de Maurice Grimaud, Perrin, 2018***





Commémoration de mai 1968 oblige, les éditions Perrin, ont eu la bonne idée de rééditer dans la collection Tempus le livre du Préfet de police de l'époque, **Maurice Grimaud** (*En mai fais ce qu'il te plaît*) sous le titre **Mai 1968, les mémoires de Maurice Grimaud**. Si vous avez raté ou perdu l'édition originale, une session de rattrapage...

■ **Nicolas VIDONI, *La Police des Lumières*, Perrin, 2018.**



Contrairement à ce qu'affirme la 4<sup>e</sup> de couverture, il ne s'agit pas là de « la première synthèse sur la police d'Ancien Régime, acteur essentiel de la construction de l'État », mais d'un ouvrage qui s'inscrit dans une recherche initiée et défrichée depuis plus de 15 ans par Paolo Napoli, Vincent Milliot, Justine Berlière, Rachel Couture... dont les travaux ont montré la « modernité » de la pensée policière sous l'Ancien Régime.

Ce travail confirme ces avancées et montre la richesse du vivier des historiens modernistes de la police.

[Pour ceux que la question intéresse, voici un rappel des ouvrages consacrés ces dernières années aux polices de l'Ancien régime :

NAPOLI Paolo, *La Naissance de la Police moderne*, La Découverte, 2003.

MILLIOT Vincent, *Un policier des Lumières : Suivi de Mémoires de J.C.P. Lenoir, ancien lieutenant général de police de Paris écrits en pays étrangers dans les années 1790 et suivantes*, Paris, Champ-Vallon, 2011.

MILLIOT Vincent (dir. avec Catherine DENYS, Brigitte MARIN...), *Réformer la police : les mémoires policiers en Europe au XVIII<sup>e</sup> siècle* Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2009

MILLIOT Vincent (dir.), *Les Mémoires policiers 1750-1850. Écritures et pratiques policières du Siècle des Lumières au Second Empire*. Rennes, PUR, 2006

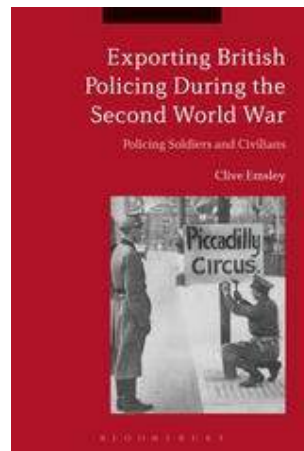
BERLIERE Justine, *Policer Paris au siècle des Lumières. Les commissaires du quartier du Louvre dans la seconde moitié du 18<sup>e</sup> siècle*, Mémoires et documents de l'École des Chartes, N°91, 424p. 2012.]

■ **Clive EMSLEY, l'un des historiens essentiels de la police britannique vient de publier :**

*Exporting British Policing During the Second World War*



## *Policing Soldiers and Civilians* Bloomsbury academic, mai 2018.



<http://www.bloomsbury.com/uk/exporting-british-policing-during-the-second-world-war-9781350025011/>

'Michael' Wilcox is not well-known but he had a distinguished career in the police service, starting as a constable in the City of Bristol Police and ending as the Chief Constable of Hertfordshire. The death of his father meant that he left school early, but his shortened education did not stop him applying to Lord Trenchard's new Police College established in Hendon in 1934. His success in the entrance exam required him to transfer to the Metropolitan Police. In 1943, by then an Inspector, he volunteered for the Civil Affairs unit of the Allied Armies. He landed at Salerno and set about 'liberating' towns in southern Italy. He was rapidly promoted to Lieutenant Colonel and found himself doing the lion's share of the work in attempting to reorganise the Italian Police. In the immediate aftermath of the war, he played a key role in the policing of occupied Vienna. On demobilisation he became the deputy Chief Constable of Buckinghamshire and then, after six months, the Chief Constable of Hertfordshire. He served in Herts for the next 22 years. Several of his friends and fellow graduates from Hendon moved on to senior posts in the Metropolitan Police and the Inspectorate of Constabulary. Wilcox had written to his wife during his Army service saying that being a Chief Constable was his ambition as it would allow him to look after her and their children. On retirement he enjoyed a link with the new Criminology Institute at Cambridge publishing a small book on prosecution which is still well regarded. He also took on a variety of temporary posts for the Home Office.

Wilcox was a man who never pushed himself forward; family was as important to him as the job. Nevertheless, he rose through the ranks by demonstrating his ability and a strong commitment to his role. As Chief Constable he appears to have been popular and respected by those who served under him; while he, in turn, made their welfare a key consideration.

### **Reviews:**

Two books in one: a sympathetic, insightful biography and an account of the British Police Service 1930-70 by the doyen of British policing historians at the top of his game. And, as ever with Emsley, immensely readable.

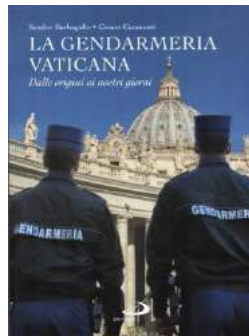
### **R.M. Morris, former head of the Constitutional Department of the Home Office**

This highly readable and sensitively written biography recognises the important and wide-ranging contribution made by a previously unsung figure in British and indeed, international, policing. The story of the life of A.F. 'Michael' Wilcox is expertly told against the backdrop of the depression, war in Europe, and the technological and structural changes in policing of the late twentieth century. The book enriches our understanding of these crucial moments in history by looking at them through the

eyes of this very likeable senior police officer, connecting together the experiences of family life, career, professionalism and duty. Biographer Professor Clive Emsley is a world-leading historian of policing whose knowledge and insight enables his readers to gain a finely-tuned understanding of Wilcox's life and work. The book is essential reading for all those interested in police history or the Second World War.

**Louise A. Jackson, Professor of Modern Social History, University of Edinburgh**

■ Sandro BARBAGALLO – Cesare CATANANTI, ***La Gendarmeria Vaticana***  
*Dalle origini ai nostri giorni*. Edizioni San Paolo s.r.l. 2017



Una storia mai scritta, quella della Gendarmeria Vaticana, che oggi, grazie all'accesso ad archivi mai aperti e al recupero di preziosi documenti e memorie, viene finalmente svelata da Sandro Barbagallo e Cesare Catananti con aspetti così sconosciuti che sorprenderanno il lettore.

Impegnata da molti secoli nella salvaguardia della persona del Sommo Pontefice e nella vigilanza del territorio dello Stato della Chiesa, pochi sanno che gli esordi di questo Corpo Militare d'élite risalgono alla stessa origine del potere temporale dei Papi, così come che abbia attraversato tutto il Medioevo fino al pontificato di Eugenio IV (1431-1447), quando i Gendarmi montavano permanentemente la guardia ai Sacri Palazzi agli ordini del Soldanus Curiae o Ministro di Polizia, oltre a svolgere anche la funzione di milizia urbana.

La Gendarmeria, quindi, sorvegliava e sorveglia i confini ed i beni pontifici, così come tutelava e continua a tutelare quanti, alti dignitari o gente comune, ogni giorno animano la vita di questo Stato così unico e speciale.

Con la Capitolazione dello Stato Pontificio del 20 settembre 1870, per la Gendarmeria si apre un capitolo nuovo. Tanti gli eventi: innanzitutto un territorio della Santa Sede ridotto per sessant'anni ai soli Palazzi Apostolici Vaticani, con il Papa che si dichiara prigioniero sub hostile dominazione; e poi i conflitti mondiali, la Conciliazione con il Regno di Italia, la guerra fredda, gli "anni di piombo", i viaggi apostolici dei Pontefici, l'attentato a Giovanni Paolo II e, in tempi recenti, il terrorismo internazionale.

Contesti completamente diversi che, in prima linea o dietro le quinte, la Gendarmeria, ha attraversato gestendo l'ordinario e l'imprevisto, con professionalità, spirito di servizio e totale dedizione al Santo Padre.

■ **Romain Jaouen, *L'Inspecteur et l'Inverti. La Police face aux sexualités masculines à Paris 1919-1940*. Mnemosyne (PUR), Rennes, 2018**



J'ai écrit à diverses reprises que les archives de police étaient aussi riches d'enseignements sur leurs objets (criminels, délinquants, mondes politique, syndical, etc...) que par ce qu'elle nous apprennent sur ceux qui les produisent et ceux à qui elles sont destinées.

Fort de ce principe, Romain Jaouen se livre à une étude croisée des policiers des brigades des mœurs de la PP (quelles que soient les appellations du service) et des « invertis » et autres « antiphysiques » comme on les désignait dans l'entre-deux-guerres. Le résultat est passionnant.

Présentation éditeur :

Le Paris d'entre-deux-guerres est connu des historiens pour son éclat, son exubérance et ses transgressions. Dans un contexte légal discret sur le sujet de l'homosexualité, la capitale française est notamment un lieu de rencontre entre hommes à ciel ouvert. Tout un univers de relations s'y déploie autour de quelques quartiers et établissements de nuit, ce que ne manquent déplorer certains observateurs, soucieux du respect des normes et de la morale. Les forces de police, sillonnant les rues, constituent un témoin original de ces rencontres. Du trottoir à l'hôtel en passant par le commissariat, les agents croisent régulièrement les trajectoires des hommes qui trouvent dans la ville les espaces, parfois les interstices, de leur pratique amoureuse. Loin de se contenter d'un regard, ils endossent alors un rôle de régulateur, n'hésitant pas à sanctionner les actes qu'ils estiment répréhensibles. Cet ouvrage s'intéresse au contrôle policier des sexualités masculines à Paris dans l'entre-deux-guerres. Il montre comment certaines rencontres entre hommes, tant dans l'espace public que dans certains lieux privés, font l'objet d'enquêtes et d'opérations quotidiennes de la part de la police des mœurs. Celles-ci visent à réprimer les comportements jugés indécents ou contraires à la morale. Ce contrôle tend à se renforcer de 1919 à 1940, et cible de plus en plus précisément « l'homosexualité » comme phénomène à endiguer. À travers l'interaction policière, ce sont les catégories sociales de perception des sexualités marginales ainsi que leur usage par l'institution policière qui sont interrogés.

► **HSCO**

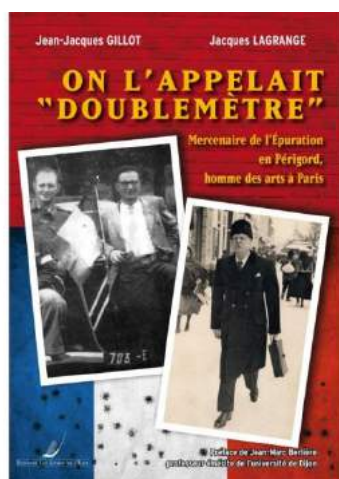
**(Pour une histoire scientifique et critique de l'occupation)**

(<https://hscofrance.wordpress.com/hscopourunehistoirescientifiqueetcritique-de-loccupation/> )

J'évoque souvent cette association d'historiens - pour l'essentiel amateurs - (du verbe aimer), tous passionnés, qui ont plongé avec bonheur et efficacité dans des archives enfin ouvertes et qui écrivent, livre après livre, une histoire de la période 1940-44 souvent locale, oubliée, inconnue ou pire, entachée d'erreurs, d'inexactitudes et parfois de mensonges, ouvrant ainsi des horizons méconnus sur des pans entiers d'une histoire « locale » négligée voire méprisée qui contribue pourtant à peindre la fresque de l'histoire renouvelée de 4 années terribles sur lesquelles règne depuis 75 ans une pensée unique, manichéenne et conformiste qui partira peu à peu en lambeaux en dépit de la réputation de ses porte-étendards.

Trois ouvrages sortent cet été qui remettent pas mal de choses en place ou éclairent des événements (l'épuration, le double martyre de Moussey dans les Vosges) ou des personnages importants (Pucheu) sur lesquels n'existait RIEN ou si peu...

■ **Jean-Jacques GILLOT et Jacques LAGRANGE, *On l'appelait « Doublemètre ». Mercenaire de l'épuration en Périgord, homme des arts à Paris.* Neuvic sur l'Isle, les livres de l'îlot, 2018.**

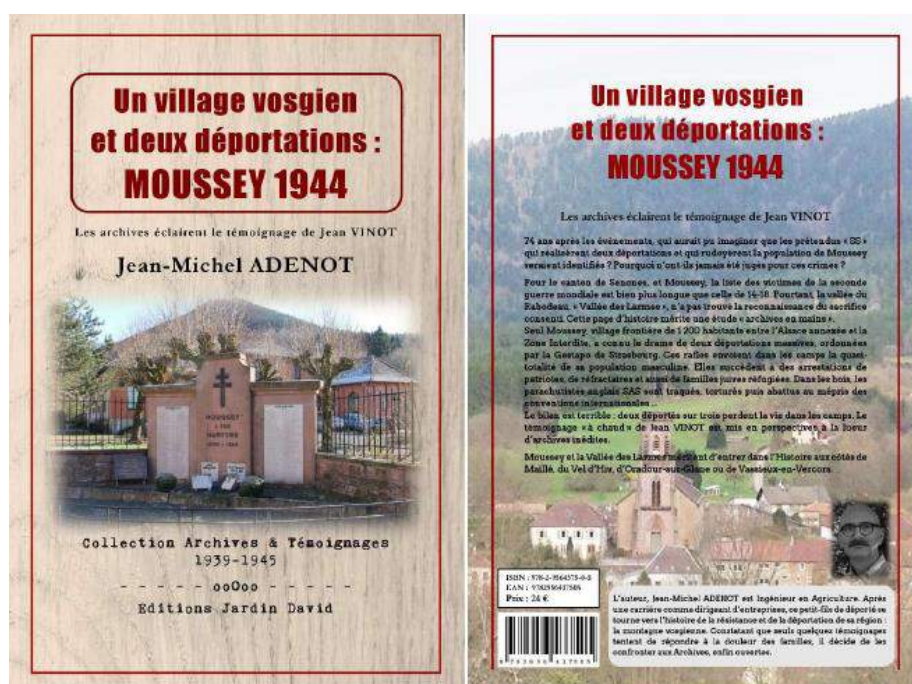


Un certain André Urbanovitch alias "Doublemètre" se retrouve investi du pouvoir de vie et de mort par ses chefs au moment de la libération après avoir largement sévi au sein de ce qui ressemble furieusement à une guerre civile. Le parcours sinueux de ce natif des Balkans, véritable personnage de roman, avait déjà été tracé en 2002 par Jean-Jacques Gillot et Jacques Lagrange dans *L'épuration en Dordogne selon Doublemètre*. Jean-Jacques Gillot a considérablement complété, précisé grâce aux archives le livre qu'il a consacré, il y a plus de 15 ans, avec J. Lagrange, aujourd'hui décédé, à un personnage central de l'épuration en Dordogne : Georges Urbanovitch dit « Doublemètre ». Beaucoup de documents inédits tirés des archives nourrissent cette nouvelle plongée dans la période sans doute la plus sanglante de la Libération.

■ **Jean-Michel ADENOT, *Un Village vosgien et deux déportations. Moussey 1944***. Éditions Jardin David, Collection Archives et témoignages 1939-1945, 2018.

L'ouvrage est à commander auprès des points de vente habituels ou chez l'auteur :

- 4 rue du château 88210 Moussey
  - 10 chemin de Lesquen 22370 Pléneuf Val-André
- Tel : 06 12 60 45 20  
 Mel : editionsjardindavid@sfr.fr



J.-M. Adenot, actuel président de HSCO, auteur d'un livre remarquable confrontant mythe, mémoires, histoire, autour d'un affrontement qui opposa, en septembre 1944, maquisards et soldats allemands dans les Vosges (*Viombois 4 septembre 1944, écritures, mythe et histoire*, EDHISTO, 2016), a repris sa quête de la vérité, autour d'un événement dramatique totalement passé sous silence (de Gaulle ne s'est même jamais rendu dans ces villages martyrs de « la vallée des larmes » au sort pourtant comparable à d'autres : deux grandes opérations de répression nazies à Plainestel le 18 août 1944 et Waldfest1 le 24 septembre. Après de nombreuses années d'investigations basées sur l'analyse rigoureuse des archives (Justice militaire de Le Blanc, SHD de Vincennes et de Caen, DGER et DST, AD des Vosges et du Bas-Rhin...) qu'il confronte aux témoignages (dont celui, exceptionnel, d'un témoin-victime), il est parvenu à faire la lumière sur les événements, les circonstances, les acteurs et les responsables des massacres et déportations.



Une fois de plus, les documents et les interrogatoires maintenant déclassifiés permettent d'éclaircir les faits. Des surprises tirées des archives sont au rendez-vous ! En particulier les auteurs des deux déportations de Moussey, habituellement désignés comme le "lieutenant SS FISCHER" et le "Feldwebel de la Gestapo", mis en avant par les témoins et les récits, sont maintenant identifiés. Aucun des deux n'appartient à la SS ou à la Gestapo et ne détient le grade de lieutenant ou de Feldwebel. Ils ne sont pas non plus Miliciens comme on l'a parfois prétendu et, n'ont pas été jugés pour ces crimes. Tous deux sont morts dans leur lit. Il est même possible d'imaginer que le mystère entourant ces sombres personnages n'a pas été particulièrement éclairci à l'occasion des procédures judiciaires de l'après-guerre. La piste avait pourtant été retrouvée ...

Un livre passionnant, une enquête modèle comme on aimerait les voir se multiplier un peu partout en France...

■ **Gilles ANTONOWICZ, *L'énigme Pierre Pucheu*. Nouveau Monde éditions, septembre 2018**



Pierre Pucheu, comme à des titres divers René Bousquet, Pierre Laval, Joseph Darnand, Fernand de Brinon, Philippe Henriot, incarne la face noire de l'État français et du gouvernement de Vichy. Mais à l'inverse de ces derniers, aucun chercheur, aucun historien ne s'est intéressé au « bourreau de Châteaubriant » [sic] et n'a entrepris de reconstituer et d'étudier le parcours de ce normalien brillant, qui a choisi l'industrie et l'économie avant de s'engager en politique et de finalement accepter des charges gouvernementales dont le Secrétariat d'État à l'Intérieur en juillet 1941 (il sera promu le 11 août au rang de ministre) qui le conduira devant un peloton d'exécution en 1944 après un procès qui a suscité bien des questions.

C'est dire si le travail de Gilles Antonowicz est le bienvenu. Il comble — enfin — un trou noir de l'historiographie concernant Vichy, l'Occupation, la

« collaboration ». Ni réquisitoire ni plaidoirie, son travail interroge un personnage et un itinéraire plus complexes que la caricature qu'en donnent en trois lignes la plupart des auteurs.

Son caractère tardif a permis à ce travail minutieux de profiter de circonstances favorables et notamment de l'ouverture des archives. Gilles Antonowicz auquel on doit une excellente étude sur l'assassinat du docteur Guérin à Poitiers en 1943, la recherche, l'arrestation et le procès de ses jeunes meurtriers, a replongé dans les sources et les archives les plus diverses pour dresser un portrait sans concession, mais subtil et nuancé : celui d'un inconnu de l'histoire que la mémoire nationale voue depuis plus de 70 ans aux gémonies en raison notamment de l'affaire des otages fusillés à Châteaubriant au nombre desquels figurait le jeune Guy Môquet .

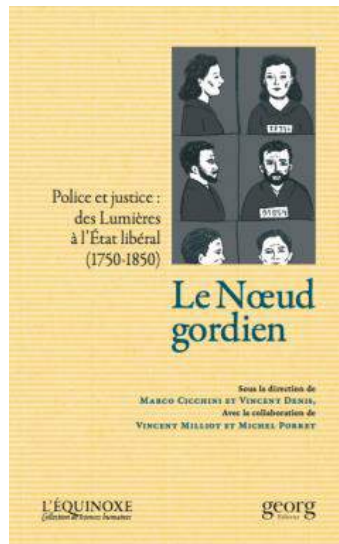
[...]

Le lecteur découvrira dans un livre qui se lit d'un trait, l'itinéraire de ce cadre de l'avant-guerre aux dents longues, guidé par un anticomunisme que la nature du régime soviétique et l'ampleur des crimes staliniens peuvent expliquer, son rôle face à l'amiral Darlan — le vrai tenant de la collaboration — dans l'affaire des aérodromes du Levant, la chasse aux agents allemands en zone libre, son rapport d'octobre 1942 adjurant Pétain de partir à Alger pour y appeler les Américains et rompre l'armistice, son départ pour l'Espagne en novembre pour aller se battre en première ligne contre les Allemands avec l'aval de Giraud, son arrivée en Afrique du Nord en mai 1943, la "trahison" de Giraud, son procès à Alger en mars 1944 suivi de son exécution, de Gaulle refusant de lui accorder sa grâce au nom de la « raison d'État », tout en faisant savoir qu'il lui « garde son estime », avec, comme symbole de cette contradiction, voire de ce regret, le fait que Pucheu est, avec le maréchal Ney, le seul condamné à avoir été autorisé à commander le peloton chargé de l'exécuter.

Les archives sont grandes ouvertes, la connaissance historique progresse grâce à des chercheurs et historiens non professionnels de grande qualité et de réelle rigueur comme Gilles Antonowicz, on ne saurait trop s'en réjouir : la mémoire n'est pas l'histoire pas plus que la commémoration n'est la connaissance. Il est grand temps de privilégier cette dernière !

► **Marco Cicchini, Vincent Denis (dir.)** avec la collaboration de Vincent Milliot et Michel Porret, *Le Nœud gordien. Police et justice: des Lumières à l'État libéral (1750-1850)*, Genève, Georg, collection L'Équinoxe, 2017, 360 p.





La « squadra genevoise » que Michel Porret anime depuis longtemps avec le brio qu'on lui connaît, a encore frappé et nous livre dans cet ouvrage l'essentiel d'un colloque original tenu l'an passé à Genève :

Bras distincts d'un même appareil luttant contre les illégalismes, interdépendantes et emboîtées, la police et la justice sont différentes, parfois étrangères l'une à l'autre, voire opposées. D'où vient cette séparation du juge et du policier ? Quels sont les processus qui l'ont générée et quelles en sont les conséquences ? Entre 1750 et 1850, des Lumières à l'État libéral, autour de la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen* (1789), de la Révolution française et de la codification napoléonienne, se nouent les enjeux fondamentaux d'une relation complexe. Redéfinition des concepts, autonomisation des pouvoirs de police, déclin de la police juridictionnelle, montée en puissance de la police judiciaire, promotion des libertés individuelles en témoignent. Au-delà des lois et des codes de procédure, ce livre observe les tensions et les défiances qui se font jour en divers lieux dans ce moment inaugural de l'émergence de l'État de droit. Entre doctrine, institutions et pratiques, les études réunies ici tentent de révéler les soubassements historiques d'une relation entre police et justice qui ne cesse de tarauder les démocraties contemporaines.

### Table des matières

Site de l'éditeur: *Le Nœud gordien. Police et justice: des Lumières à l'État libéral (1750-1850)*

#### ► Un numéro de revue :

***Les Cahiers de la Sécurité et de la Justice* (revue de vulgarisation de haute tenue) viennent de consacrer leur dernier numéro au crime et sa place dans la culture, avec des textes de Dominique Manotti, Bertrand Tavernier, Romain Slocombe...**

**UNE ETUDE EN NOIR - LE CRIME ET  
L'ENQUÊTE DANS LA PRODUCTION CULTURELLE**



## ***CAHIERS DE LA SÉCURITÉ ET DE LA JUSTICE* N° 42 (juin 2018)**

Le meurtre est présent dans les tous premiers récits des civilisations. Dès que l'Homme est en situation d'imaginer, de représenter, de produire des images et des fictions, il met en scène le crime comme figure première de la mort et incarnation du mal. Cette fascination court dans toutes les œuvres d'art (sous toutes ses formes) et se perpétue durant des siècles. Mais c'est au XIXe siècle que le récit du crime va se cristalliser en « genre littéraire » à part entière. Ce n'est plus seulement la représentation du meurtre qui est en jeu, mais la recherche de ses auteurs et de ses causes. La fascination pour le meurtre se double de la passion pour le mystère. Le roman policier naît sur ces deux paramètres et ne cessera de s'étoffer autour de ses figures principales, que chaque époque réactualisera selon sa vision du monde : l'assassin, l'énigme, l'enquête, l'enquêteur (détective, policier, reporter, criminologue, etc.).

Genre populaire dès ses débuts, et même marginal dans la hiérarchie des valeurs esthétiques dominantes, le roman policier connaîtra un développement fulgurant, particulièrement dans la dernière moitié du XXe siècle, au point de devenir une modalité d'existence majeure du roman moderne et de plus en plus reconnue comme telle. Roman noir, polar, *thriller*, chaque dénomination nouvelle s'accompagne d'une audience grandissante et déborde le champ littéraire initial pour gagner celui du septième art. Cet essor s'accompagne d'un profond renouvellement des codes et de l'esthétique traditionnelle du genre. C'est un voyage dans cette histoire et cette aventure artistiques que propose ce numéro spécial des *Cahiers de la sécurité et de la justice*. Il développe une interrogation sur l'attrance humaine pour le crime et invite à une exploration des formes successives que cette attrance a engendrées dans

deux dimensions principales de l'art, le langage écrit et le langage cinématographique.

Ces thèmes sont développés par des auteurs venus de différents horizons professionnels (universitaires, écrivains, cinéastes, acteurs de terrain) sous forme d'articles analytiques, de points de vue et d'entretiens. La revue reste ainsi fidèle à sa mission originelle qui est de croiser les contributions issues du monde de l'Université et de la recherche avec celles issues du terrain. Le terrain est ici celui de la production culturelle, ce qui représente une première dans l'histoire de la revue.

[http://www.ladocumentationfrancaise.fr/ouvrages/3303334701054-une-etude-en-noir#book\\_revue](http://www.ladocumentationfrancaise.fr/ouvrages/3303334701054-une-etude-en-noir#book_revue)

[Sommaire CSJ42 internet.pdf](#) 13.69 Mo

■ **Un polar historique qui passionnera dès l'adolescence :**  
**Renée Bonneau, *Mortel Caravage*. Nouveau Monde éditions, 2018.**



Renée Bonneau, une amie de la police de longue date, à laquelle on doit un bijou (*Requiem pour un jeune soldat*) nous offre pour l'été un thriller passionnant sur fond de Berlin en ruines...

Berlin, 1941-1945 Les nazis ont entrepris "l'aryanisation des biens juifs", et leurs chefs, Goering le premier, raflent pour leur propre compte les oeuvres d'art, pillant les collections privées avant d'envoyer leurs propriétaires vers les camps de la mort. Un SS, qu'animent à la fois la cupidité et une ancienne rancune, exige du galeriste Mathias Wengel qu'il lui remette les plus belles pièces de sa collection, en promettant de lui éviter, ainsi qu'à sa fille Judith, la déportation. Mais une fois en possession des tableaux, il livre le galeriste à la Gestapo. Judith lui a échappé, ainsi que la copie, peut-être de la main du Caravage, de son célèbre tableau Judith décapitant Holopherne. Pendant trois ans, dans Berlin que les bombes alliées transforment peu à peu en amas de ruines, le SS traque la jeune fille, de caves d'immeubles en abris publics, jusqu'à une tour de défense

aérienne où a été mise à l'abri au début de la guerre une partie des collections du Musée de Berlin. L'armée russe vient d'entrer dans la ville, et deux incendies d'origine criminelle éclatent dans le bunker, où les deux ennemis se retrouvent face à face...

### ■ une BD pour l'été :

Jean Philippe Camus (Illustrations), Olivier Esnault (Scenario), *Bastille 1942*. Yil éditions, 2018



Paris, 1946. Des meurtres se succèdent dans des stations de métro du 11ème arrondissement. Le commissaire Roy dissèque son passé pour mener l'enquête. Un marchand d'art et une jeune femme du nom de Rachel se rappellent à sa mémoire. Un trait classique, des couleurs lumineuses.

### ■ Pas lu, mais peut-être quelque intérêt ?

Gilles FURIGO, [Les Gorilles de la République](#) Mareuil éditions  
Sur les services de protection des personnalités...

## ► Séminaires, colloques

■ INHESJ

Paris, école militaire, le 5 juillet 2018

### **Médias, sécurité et Justice Entre communication et information Vers une éthique partagée ?**

Médias, sécurité et justice.

Entre communication et information :  
vers une éthique partagée ?

Colloque

Jeudi 5 juillet 2018

9h00-17h45

Amphithéâtre Lacoste  
École militaire



Avec les interventions de :

- **François MOLINS**, procureur de la République de Paris
- **Fabrice ARFI**, journaliste, Mediapart
- **François SAINT-PIERRE**, avocat
- **Christian SAINTE**, directeur de la police judiciaire de Paris
- **Edwige ROUX-MORIZOT**, procureur de la République de Besançon
- **Marine BABONNEAU**, journaliste, Dalloz Actualité, membre du bureau de l'association de la presse judiciaire
- **Pierre-Henry BRANDET**, directeur de la communication de la Fédération française de tennis, ancien porte-parole du ministère de l'Intérieur
- **Jérôme BONET**, chef du service d'information et de communication de la Police

- **Youssef BADR, magistrat, porte-parole du ministère de la Justice**

*Le programme détaillé est disponible sur le site de l'INHESJ :*

*<https://inhesj.fr/evenements/tous-les-actualites/colloque-medias-securite-et-justice>*



Si vous ne souhaitez plus recevoir nos messages, suivez ce lien :

## ■ **METIS**

**Domaine : États, institutions et société**  
***Séminaire spécialisé***

**Les 10 ans de METIS**  
**18 juin 2018**

**18h00-19h30**  
**Salle du Traité, 56 rue Jacob, 75006 Paris - 1er étage**

***Monde académique et enseignement***

**Intervenant** : François CHAMBON, directeur de l'académie du renseignement

## **l'Académie du renseignement et la communauté universitaire**

**Intervenant** : Sébastien LAURENT : professeur à l'Université de Bordeaux, co-fondateur de Métis

### **Retour sur les études de renseignement**

► **COLLOQUE** au Palazzo Feltrinelli à Gargnano del Garda les 19 et 20 October 2018

## **“THE POLICE FORCE AND TERRITORIAL CONTROL: PERMANENCY IN DISCONTINUITY”**

In recent years, longitudinal studies into the police force and territorial control have focused principally on practical and cultural aspects, as well as on the routine workings of the force. This line of inquiry, of necessity, acts as a stimulant for basic research projects. It also shows the limitations of an approach that is confined to a purely prescriptive level while simultaneously foreshadowing large-scale interpretive models.

The police force, if we may call it so also in reference to the ancien régime, is an agency, or institution, which by its very nature, exists and operates within a space that connects state power with society.

The vast range of its tasks consistently revolves around certain constants: the police must be vigilant in upholding the standards and agendas generated from above, and in defending the social order from unlawful behaviour.

In order to achieve this, they must maintain a strong societal presence. In some areas their *modus operandi* implies an adherence to textbook directives, while in other areas the priority of achieving an objective may necessitate their resorting to tactical measures that will result promptly and effectively in the desired outcome.

Consequently, in researching the police force at the operational level, and in relation to recruitment, composition and practical expertise, reference must necessarily be made to an area in which prescription and *modus operandi* are significantly mixed, and where practices, expertise and officers at the grassroots level are sometimes in marked contrast with the prescriptions of would-be political and administrative principles.

From this perspective, the practical aspects of territorial governance and control become a powerful instrument for analysing the multifaceted nature of a citizenry consisting of legal entities, and its relationship with the arms of government and its political involvement, while avoiding the search for a contrived interpretive uniformity.

In the case of the ancien régime, these conditions can be intuitively grasped. However, from the era of Napoleon onward, with particular reference to the Liberal State, the powers of constitutionalism and legal positivism have obscured the above scenario. This has been based on



compromise, especially when the underlying "corporate" aspect of society dons the mantle of a formally new lexicon, and the technical aspects allegedly become the apolitical face of power. Formal lip-service to some defined categories thus becomes the main instrument through which old customs are brought back into the comforting fold of the Constitutional State: we need only to think of the legitimation of what should be illegitimate, as in the authorization of undercover investigations.

Careful consideration reveals that this double dimension of the police force can be recognized from the 19th century onwards, similar to the way in which we can identify attempts to redefine the forms of territorial control in anciens régimes, including even the Middle Ages.

The conference is designed to examine, over an extended period of time, specific cases that highlight the interplay of permanencies and adjustments underpinning the discontinuity caused by changes in the philosophy and structures of government.

Solely to quote some examples, we may refer to the inevitable conflicts and legacies brought about by the creation of a new police force and the innumerable problems associated with it. These include, among others, issues of recruitment and financial obligations that often result in compromises with an historical background the authorities would have preferred to leave behind.

Alternatively, in a practical context, we would need to assess the often-ambiguous "soft" protocols concerning regulations for the employment of military units with policing tasks. These often become an instrument used by civilian authorities to circumvent legal obstacles and a trigger for more or less hidden conflicts with the military. It is an ambiguity, depending on context, that can form the basis for an ongoing search for legitimation of the "corporate" dimension of civilian and military authorities in government. However countless other stimuli for reflexion can be found, in various chronological phases.

The conference, one of a 20-year-old series of CEPOC meetings ([www.cepoc.it](http://www.cepoc.it)), will be held at the charming Palazzo Feltrinelli in Gargnano del Garda on 19 and 20 October 2018. Participants are invited to arrive on the evening of Thursday, 18 October and remain for lunch on Saturday 20 October. Those travelling to Milan by public transport, or flying into the nearby airports (Linate, Malpensa or Orio al Serio), will, wherever possible, be met and transported to the conference venue by car. Meals and accommodation will be provided by the organizing committee. Travel costs will be met only in certain specific cases.

Day One (Friday 19th) will be entirely devoted to individual contributions. Saturday morning will be devoted to a free-ranging discussion involving all participants. You will be able to participate both as speaker and discussant, or alternatively as discussant only. Attendance will be either by invitation or through a call for papers. Proposals for papers should bear a title and be accompanied by an abstract (send to [livio.antonielli@unimi.it](mailto:livio.antonielli@unimi.it) or to [giacomo.demarchi@unimi.it](mailto:giacomo.demarchi@unimi.it), by no later than 31 July 2018).

Livio Antonielli

Giacomo Demarchi

■ **Rappel :**

***Violences et radicalités militantes dans l'espace public en France des années 1980 à nos jours*** (Metz, 14, 15 et 16 novembre 2018)



## FAQ :

Pour ceux qui recevraient cette  
« Lettre aux amis... »  
pour la première fois :

Q/ Comment et pourquoi suis-je destinataire de cette *Lettre* ?

R/ Si vous ne l'avez pas demandé vous-même, il y a de fortes chances que vous ayez été « balancé » par un/des ami(s) : cherchez le(s)quel(s)

Q/ Je ne suis pas un ami de la police ! (ton scandalisé)

R/ Cette « *Lettre* » (dont le titre est inspiré de la rubrique « Deux mots aux amis » d'un journal libertaire du début du XX<sup>e</sup> siècle) parfaitement informelle et à fréquence irrégulière, a pour but de diffuser les informations - publications de livres ou d'articles, soutenances de thèses, colloques ou journées d'études - en rapport avec l'histoire, la recherche, la réflexion, les archives et sources... concernant peu ou prou le domaine policier (gendarmerie comprise !)...

Il n'est donc pas nécessaire d'aimer la police (ou la gendarmerie) pour en être destinataire : s'intéresser à l'histoire d'institutions qui jouent un tel rôle dans l'Histoire et occupent une place si délicate dans la démocratie, suffit...

Ceci dit si vous souhaitez ne plus figurer sur la liste des destinataires, rien de plus simple : répondez à ce courriel avec la mention « STOP ! »

En revanche si vous connaissez des gens susceptibles d'être intéressés par ces nouvelles, n'hésitez pas, soit à leur faire suivre ce courriel, soit à nous transmettre leurs adresses électroniques (voir 1.) : nous ne livrons jamais le nom de nos informateurs !

Si vous souhaitez connaître ou recevoir les *Lettres* précédentes, il suffit de le demander... ou d'aller consulter les Archives du site <http://politeia.over-blog.fr/>

Dernier détail : le rédacteur de ce courriel ne saurait tout connaître de ce qui paraît et se fait dans le domaine... ce qui explique les éventuelles lacunes et absences...

Là encore, le plus judicieux est de me prévenir, un mél et je transmettrai bien volontiers l'information...

jMb